

En attendant Monsieur Bigler - une hypothèque pour les entreprises

Hans-Ulrich Bigler n'est pas un homme au ton calme, aux fines nuances, aux messages différenciés. L'ancien conseiller national et colonel de l'état-major général à la retraite sait que pour obtenir de l'attention, il faut faire du bruit. Parfois, les faits et la vérité, le respect et la décence peuvent être laissés de côté. Le seul problème est qu'avec ses derniers dérapages concernant l'initiative «entreprises responsables», le directeur de l'Union suisse des arts et métiers ne rend pas service à sa propre clientèle.

Lorsqu'il s'agit de grandes entreprises, Hans-Ulrich Bigler voit rouge. Dans le dernier numéro du Journal des arts et métiers, il affirme que la nervosité augmente dans les milieux économiques à l'approche de la votation de novembre. Dans la version originale (notre traduction): «Loin des terrains de golf, les drapeaux orange portant la mention 'Initiative multinationales responsables oui!' poussent un peu partout, aux fenêtres et aux clôtures des jardins. La nervosité des multinationales se comprend», se réjouit-il.

Le comportement des entreprises est de plus en plus insupportable, déclare Hans-Rudolf Bigler dans la Sonntagszeitung. Sur le plan politique, selon lui, les grandes entreprises et leurs associations telles economiesuisse auraient soutenu à plusieurs reprises des lois plus strictes au détriment des PME. Que l'on nous permette de dire que cette affirmation grossièrement absurde n'est que pure polémique. La grande majorité des entreprises affiliées à economiesuisse sont des PME dans les domaines des machines, de l'horlogerie, du textile, de la construction, des industries agroalimentaire et chimico-pharmaceutique, du tourisme, du secteur financier et du commerce. economiesuisse défend les intérêts de ces entreprises aussi. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs aussi membres de l'usam. L'ancien directeur, pour une brève période, de l'association de l'industrie des machines (MEM) devrait savoir mieux que quiconque qu'elle regroupe des PME et des grandes entreprises.

Pour que le moteur économique fonctionne bien, toutes les entreprises sont importantes, les petites comme les grandes

Pour Monsieur Bigler, cependant, les choses sont simples: d'un côté il y a de gentilles PME, de l'autre de méchants groupes internationaux qui veulent mettre

la main sur les premières. Comme économiste diplômé, il doit pourtant savoir que l'économie suisse interconnectée avec le monde est un réseau finement ramifié de petites, moyennes et grandes entreprises, de sociétés cotées, de firmes nationales et d'entreprises orientées vers l'exportation. Pour que le moteur économique fonctionne bien, tous les acteurs ont leur rôle à jouer, qu'ils soient grands, petits, clients, entrepreneurs ou fournisseurs. Dans le circuit économique, tous dépendent les uns des autres.

Mais revenons à l'initiative «entreprises responsables». Pour l'instant, le directeur de l'usam ne sait pas s'il dira oui ou non à l'initiative. Pardon, avons-nous bien entendu? Depuis des années, les faïtières des entreprises – l'usam y compris – sont en contact étroit au sujet de cette initiative extrême et de la campagne de votation. Aujourd'hui, Monsieur Bigler, poussé par le désir d'attirer l'attention des médias, critique publiquement la campagne de votation préparée par les milieux économiques et les partis politiques de centre-droit. Sa devise semble être «la confrontation au lieu de la coopération, le conflit plutôt que le consensus».

Le texte de l'initiative ne prévoit aucune exception pour les PME dans le domaine de la responsabilité

Le fait que les PME seraient touchées aussi par les conséquences de l'initiative n'est à ses yeux qu'un «non-sens». Le texte de l'initiative indique à ses yeux explicitement que les PME qui ne sont pas actives dans un secteur à haut risque seront largement exclues de l'initiative. Monsieur Bigler aurait dû lire le texte de l'initiative avant de tromper ses propres membres par de telles affirmations. Le texte de l'initiative ne prévoit aucune exception pour les PME dans le domaine de la responsabilité, et il n'est fait mention nulle part de groupes ou de multinationales, mais seulement d'entreprises.

Et que pense l'Union suisse des arts et métiers de l'initiative? Monsieur Bigler pense qu'au final elle rejettera le texte. À la bonne heure! Les membres de l'association professionnelle semblent avoir une position plus claire que leur capricieux directeur.

Ce qu'il faut maintenant, a déclaré Monsieur Bigler dans le Journal des arts et métiers, ce sont des personnes qui «sortent de leurs bureaux climatisés» (sic!) pour expliquer le projet en contact direct avec les citoyens. Cela exige de la crédibilité et de bons arguments. Eh bien alors! Qu'attendez-vous, Monsieur Bigler?